



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale des Vosges

Epinal, le 21/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MARCILLAT CORCIEUX

667 rue de la Gare
BP 4
88430 Corcieux

Références : S-25-1295RP

Code AIOT : 0006202172

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement MARCILLAT CORCIEUX implanté 667 RUE DE LA GARE 88430 Corcieux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Le référentiel réglementaire s'appuie sur l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MARCILLAT CORCIEUX
- 667 RUE DE LA GARE 88430 Corcieux
- Code AIOT : 0006202172
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est une laiterie appartenant au groupe Lactalis. Il est spécialisé dans la fabrication de fromage.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	inventaires	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, Titre II article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, Titre II article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, Titre II article 5	Sans objet
3	suivi et inventaire des effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, Titre II article 7.1	Sans objet
4	valeurs limites d'émissions et surveillance des rejets dans l'eau	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, Titre II article 7.2	Sans objet
6	consommation d'eau et rejets des effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, Titre II article 9	Sans objet
7	substances dangereuses	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, Titre II article 10.1	Sans objet
8	substances dangereuses	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, Titre II article 10.2	Sans objet
9	utilisation efficace des ressources	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, Titre II article 11	Sans objet
10	efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, Titre II article 17.1	Sans objet
11	déchets	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, Titre II article 17.2	Sans objet
12	VLE et surveillance des rejets canalisés dans l'air	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, Titre II article 17.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant répond très largement aux prescriptions vérifiées. Seules quelques précisions sont attendues.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : système de management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, Titre II article 5
Thème(s) : Risques chroniques, système de management environnemental
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes :</p> <p>I. Engagement, initiative et responsabilité de l'encadrement y compris la direction, en ce qui concerne la mise en oeuvre d'un SME efficace ;</p> <p>II. Analyse incluant notamment la détermination du contexte de l'organisation, le recensement des besoins et des attentes des parties intéressées, l'identification des caractéristiques de l'installation qui sont associées à d'éventuels risques pour l'environnement ou la santé humaine, ainsi que des exigences légales applicables en matière d'environnement ;</p> <p>III. Définition d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;</p> <p>IV. Définition d'objectifs et d'indicateurs de performance pour les aspects environnementaux importants, y compris pour garantir le respect des exigences légales applicables ;</p> <p>V. Planification et mise en oeuvre des procédures et actions nécessaires (y compris les actions correctives et, si nécessaire, préventives) pour atteindre les objectifs environnementaux et éviter les risques environnementaux ;</p> <p>VI. Détermination des structures, des rôles et des responsabilités en ce qui concerne les aspects et objectifs environnementaux et la mise à disposition des ressources financières et humaines nécessaires ;</p> <p>VII. Garantie de la compétence et de la sensibilisation requises du personnel dont le travail est susceptible d'avoir une incidence sur les performances environnementales de l'installation ;</p> <p>VIII. Communication interne et externe ;</p> <p>IX. Incitation des travailleurs à s'impliquer dans les bonnes pratiques de management environnemental ;</p> <p>X. Etablissement et tenue à jour d'un manuel de gestion et de procédures écrites pour superviser les activités ayant un impact significatif sur l'environnement, ainsi que des enregistrements pertinents ;</p> <p>XI. Planification opérationnelle et contrôle des procédés efficaces ;</p> <p>XII. Mise en oeuvre de programmes de maintenance appropriés ;</p> <p>XIII. Protocoles de préparation et de réaction aux situations d'urgence, y compris la prévention ou l'atténuation des incidences environnementales défavorables des situations d'urgence ;</p> <p>XIV. Lors de la (re)conception d'une (nouvelle) installation ou d'une partie d'installation, prise en considération de ses incidences sur l'environnement sur l'ensemble de son cycle de vie, qui inclut</p>

<p>la construction, l'entretien, l'exploitation et la mise hors service ;</p> <p>XV. Mise en oeuvre d'un programme de surveillance et de mesurage ;</p> <p>XVI. Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur;</p> <p>XVII. Audit interne indépendant (dans la mesure du possible) et audit externe indépendant pour évaluer les performances environnementales et déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en oeuvre et tenu à jour ;</p> <p>XVIII. Evaluation des causes de non-conformité, mise en oeuvre de mesures correctives pour remédier aux non-conformités, examen de l'efficacité des actions correctives et détermination de l'existence ou non de cas de non-conformité similaires ou de cas potentiels ;</p> <p>XIX. Revue périodique, par la direction, du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité ;</p> <p>XX. Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres.</p> <p>Le SME intègre également les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un plan de gestion du bruit (voir point 13.1) ; - un plan de gestion des odeurs (voir point 14) ; - un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux (voir point 6) ; - un plan d'efficacité énergétique (voir point 8.a). <p>Les installations dont le SME a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.</p> <p>Le niveau de détail et le degré de formalisation du SME sont en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site Marcillat, bénéficie d'une certification ISO 14001.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : inventaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, Titre II article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, inventaires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants :</p> <p>I. Des informations sur les procédés de production agroalimentaire et laitière, y compris :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Des schémas simplifiés de déroulement des procédés, montrant l'origine des émissions ; b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et des techniques de traitement des effluents aqueux/gazeux destinées à éviter ou à réduire les émissions, avec mention de leur efficacité ; <p>II. Des informations sur la consommation et l'utilisation de l'eau présentées sous forme de</p>

schémas de circulation et bilans massiques, et détermination des mesures permettant de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux (voir point 9) ;

III. Des informations sur le volume et les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment :

- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH et de la température ;
- b) Les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ;

IV. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, notamment :

- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;
- b) Les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ;
- c) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité ;

V. Des informations sur la consommation et l'utilisation d'énergie, sur la quantité de matières premières utilisée ainsi que sur la quantité et les caractéristiques des

résidus produits, et détermination des mesures permettant d'améliorer continûment l'utilisation efficace des ressources ;

VI. La définition et mise en oeuvre d'une stratégie de surveillance appropriée en vue d'accroître l'utilisation efficace des ressources, compte tenu de la consommation d'énergie, d'eau et de matières premières. La surveillance peut prendre notamment la forme de mesurages directs, de calculs ou de relevés réalisés à une fréquence appropriée. La surveillance s'effectue au niveau le plus approprié.

Le niveau de détail de l'inventaire est en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.

Constats :

I. Il est attendu que l'exploitant transmette les informations sur les procédés de production.

II. L'exploitant a présenté des schémas de gestion de l'eau qui détaille les process ainsi que les organes de suivi (capteurs notamment)

III. L'exploitant dispose d'un outil de suivi centralisé des principales caractéristiques des effluents aqueux. Ces données sont celles utilisées pour renseigner l'outil d'autosurveillance fréquente GIDAF.

L'inspection constate que le ratio de consommation d'eau varie de 1,92 à 2,21 m³ par tonne de fromage produit (la NEAMTD indique 2,5) avec une variation qui semble orientée à la hausse. L'exploitant explique que ce ratio ne démontre pas une dégradation des performances de l'installation mais qu'il est lié à une baisse de production. La consommation est quoi qu'il en soit affectée par des impondérables et par la variabilité des recettes (qui exige un nettoyage à chaque changement). Ainsi une baisse de production n'est pas synonyme d'une baisse de consommation d'eau dans le même rapport.

IV. L'exploitant procède à une analyse interne tous les 4 mois et fait procéder à une analyse externe par l'APAVE tous les 2 ans.

V. L'exploitant mène une politique de réduction de la consommation d'énergie. Il en ressort que le ratio kW PCI par tonne de fromage produit est passé d'environ 1200 en 2023 à environ 900 en 2025. Concernant la quantité d'électricité, le ratio est globalement stable mais devrait baisser au cours de l'année 2026 du fait de travaux sur la station d'épuration.

VI. L'exploitant dispose d'une GTC (outil BEX) qui suit en temps réel les paramètres attendus et transmet des alarmes en cas de fonctionnement anormal. Cet outil est également valorisé par définition d'une stratégie d'optimisation des moyens et ressources.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est attendu que l'exploitant transmette les informations sur les procédés de production en lien avec le point I.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : suivi et inventaire des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, Titre II article 7.1
Thème(s) : Risques chroniques, suivi et inventaire des effluents aqueux
Prescription contrôlée : <p>Sur la base de l'inventaire décrit au point 6, l'exploitant identifie les flux d'effluents aqueux représentatifs du fonctionnement de l'installation. Il surveille, aux endroits clefs de l'installation, les paramètres permettant de contrôler l'efficacité des différentes étapes du traitement des effluents.</p>
Constats : <p>Les outils de suivi et de gestion de l'exploitant lui permettent de répondre aux attendus de cette prescription.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : valeurs limites d'émissions et surveillance des rejets dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, Titre II article 7.2
Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites d'émissions et surveillance des rejets dans l'eau
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant surveille les émissions dans l'eau et respecte les valeurs limites d'émission suivantes (concentration et flux)</p> <ul style="list-style-type: none"> • DCO : 80 mg/L et 285 kg/j • Azote global : 10 mg/L et 54 kg/j • Phosphore total : 2 ou 4 (si le rendement de la STEP > ou = 90%) et 14,4 kg/j • MES : 35 mg/L et 126 kg/j • DBO5 : 14 mg/L et 50 kg/j <p>NB : Les flux sont issus de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°1717/2003 du 16 juin 2003. Si les concentrations de l'arrêté préfectoral sont inférieures à celles de l'arrêté ministériel, ce sont celles de l'arrêté préfectoral qui sont retenues (c'est le cas de la concentration en DCO et DBO5).</p>
Constats : <p>Les déclarations faites par l'exploitant sur l'application GIDAF (autosurveillance fréquente) démontrent le respect de ces valeurs. Quelques dépassements ponctuels non substantiels ont été constatés sans qu'ils appellent de remarque.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, Titre II article 8
Thème(s) : Risques chroniques, efficacité énergétique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant applique la technique a (plan d'efficacité énergétique) et une combinaison appropriée des techniques énumérées au point b.</p> <p>Point b, utilisation de techniques courantes qui comprennent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- La cogénération ;- Les moteurs économes en énergie ;- La récupération de chaleur au moyen d'échangeurs thermiques ou de pompes à chaleur (y compris la recompression mécanique de vapeur) ;- L'éclairage ;- La réduction au minimum de la purge de la chaudière ;- L'optimisation des systèmes de distribution de vapeur ;- Le préchauffage de l'eau d'alimentation (y compris l'utilisation d'économiseurs) ;- Les systèmes de commande de procédés ;- La réduction des fuites du circuit d'air comprimé ;- La réduction des pertes thermiques par calorifugeage ;- Les variateurs de vitesse ;- L'évaporation à multiples effets ;- L'utilisation de l'énergie solaire.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un plan d'efficacité énergétique dûment formalisé.</p> <p>Seules les techniques suivantes ne sont pas déployées sur site :</p> <ul style="list-style-type: none">- La cogénération ;- L'évaporation à multiples effets ;- L'utilisation de l'énergie solaire. <p>Pour les autres techniques, on peut notamment noter :</p> <ul style="list-style-type: none">- moteurs économes en énergie : en cours de déploiement- éclairage : éclairage LED en cours de déploiement ;- optimisation des systèmes de distribution de vapeur : utilisation de calorifugeage et de coussins isolants ;- préchauffage de l'eau d'alimentation : appliqué à l'eau de process (via des échangeurs sur les groupes froids) et à la chaudière ;- systèmes de commande de procédés : via la GTC ;
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu que l'exploitant formalise un plan d'efficacité énergétique.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : consommation d'eau et rejets des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, Titre II article 9
Thème(s) : Risques chroniques, consommation d'eau et rejets des effluents aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant applique la technique a (recyclage ou réutilisation de l'eau) et une ou plusieurs des techniques indiquées aux points b à k.</p> <p>point b : optimisation du débit d'eau</p> <p>point c : optimisation des buses et des conduites d'eau</p> <p>point d : séparation des flux d'eau</p> <p>point e : nettoyage à sec</p> <p>point f : système de curage des canalisations</p> <p>point g : nettoyage à haute pression</p> <p>point h : optimisation du dosage des produits chimiques et de l'utilisation de l'eau dans le NEP</p> <p>point i : nettoyage à basse pression à l'aide de produits moussants ou de gel</p> <p>point j : Optimisation de la conception et de la construction des équipements et des zones de procédés</p> <p>point k : Nettoyage des équipements dès que possible</p>
<p>Constats :</p> <p>En termes de recyclage, l'exploitant applique cette technique dans le nettoyage en place (NEP). Pour des questions d'image, il est rétif au recyclage de l'eau sortie de STEP même si de nouvelles dispositions réglementaires le permettent.</p> <p>Pour les autres techniques, on peut notamment noter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - point c, optimisation des buses et des conduites d'eau : utilisation d'une pression plus élevée pour réduction du débit ; - point e, nettoyage à sec : des prélavages sont faits à l'aide de lingettes - point i, nettoyage à basse pression à l'aide de produits moussants ou de gel : le site est équipé d'un réseau de distribution de mousse nettoyante ; - point j, optimisation de la conception et de la construction des équipements et des zones de procédés : l'exploitant dispose de sondes associées au système de rinçage. Celles-ci mesurent les concentrations en produits chimiques et permettent de stopper le rinçage dès la concentration souhaitée atteinte ; - point k, nettoyage des équipements dès que possible : l'exploitant procède au nettoyage des équipements sans attendre qu'ils sèchent afin de réduire les besoins en eau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : substances dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, Titre II article 10.1
Thème(s) : Risques chroniques, choix et utilisation des produits
Prescription contrôlée : L'exploitant applique une ou plusieurs des techniques suivantes : a. Sélection appropriée de produits chimiques de nettoyage ou de désinfectants b. Réutilisation des produits chimiques de nettoyage dans le nettoyage en place (NEP) c. Nettoyage à sec d. Optimisation de la conception et de la construction des équipements et des zones de procédés
Constats : L'exploitant applique toutes ces techniques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : substances dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, Titre II article 10.2
Thème(s) : Risques chroniques, fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : L'exploitant utilise des fluides frigorigènes dépourvus de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone et présentant un faible potentiel de réchauffement planétaire. Les fluides frigorigènes appropriés comprennent notamment l'eau, le dioxyde de carbone ou l'ammoniac.
Constats : La principale installation de froid fonctionne avec de l'ammoniac. Il subsiste quelques groupes froids individuels dont l'exploitant a présenté une liste. Les fluides utilisés sont R1234ZE, R449, R404, R410 et R407 et R32.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : utilisation efficace des ressources

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, Titre II article 11
Thème(s) : Risques chroniques, utilisation efficace des ressources
Prescription contrôlée : L'exploitant applique une ou plusieurs des techniques suivantes: a. digestion aérobie (peut ne pas être applicable) b. utilisation des résidus (peut ne pas être applicable) c. séparation des résidus (applicable d'une manière générale) d. Récupération et réutilisation des résidus provenant du pasteurisateur (applicable uniquement

<p>aux produits alimentaires liquides</p> <p>e. récupération du phosphore sous forme de struvite (pas applicable car concentration phosphore < 50 mg/L)</p> <p>f. épandage des effluents aqueux sur les sols</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise les techniques a, b ,c et f. Concernant les techniques b et c, les résidus sont réemployés dans diverses filières, soit en local (production de produit de la gamme chaude, soit dans d'autres sites (méthanisation notamment).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : efficacité énergétique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, Titre II article 17.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, efficacité énergétique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant applique une combinaison appropriée des techniques spécifiées au point 8 et des techniques suivantes :</p> <p>a. homogénéisation partielle du lait</p> <p>b. homogénéisateur à haut rendement énergétique</p> <p>c. utilisation de pasteurisateurs en continu</p> <p>d. échangeur thermique à récupération de chaleur dans la pasteurisation</p> <p>e. traitement du lait UHT sans pasteurisation intermédiaire</p> <p>f. séchage en plusieurs étapes pour la production de poudre</p> <p>g. prérefroidissement de l'eau glacée</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise les techniques c et d.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, Titre II article 17.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réduit sa production de déchets en appliquant une ou plusieurs des techniques indiquées ci-dessous :</p> <p>a. fonctionnement optimisé des centrifugeuses (si utilisation de centrifugeuses)</p> <p>b et c non applicables (production de beurre et de crème glacée)</p> <p>d. réduction au minimum de la production de lactosérum acide</p> <p>e. récupération et utilisation du lactosérum</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'exploitant utilise les techniques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - a : les centrifugeuses sont réglées dès que possible pour réduire les quantités de déchets produits ; - d : la quantité de lactosérum acide est réduite en le traitant au plus vite (acidification avec le temps). Le lactosérum inévitablement produit est valorisé en porcherie. <p>A noter que le lactosérum (non acide) est valorisé par le site ASMAR dépendant du même groupe et situé à quelques centaines de mètres du site Marcillat.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : VLE et surveillance des rejets canalisés dans l'air

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, Titre II article 17.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, VLE et surveillance des rejets canalisés dans l'air</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>uniquement pour le procédé de séchage :</p> <p>VLE poussière = 10 mg/Nm³</p> <p>surveillance 1 fois par an</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site Marcillat n'a pas de procédé de séchage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>